

La France est une puissance nucléaire autonome, deuxième exportateur mondial d'armement, dotée d'une industrie de défense de rang mondial. Et pourtant, elle ne fabrique plus ses propres balles. Ce paradoxe résume à lui seul l'ambition du rapport déposé par les députés François Cormier-Bouligeon et Aurélien Saintoul : cartographier, sans complaisance, les fragilités cachées derrière la façade souveraine.

Le diagnostic est sévère. Trente ans de coupes budgétaires — l'ère des « dividendes de la paix » — ont laissé des cicatrices profondes. Entre 1984 et 2024, le nombre de chars a été divisé par six, la flotte de combat de la Marine par deux, les effectifs militaires réduits d'un tiers. Surtout, des filières industrielles entières ont été liquidées : munitions de petit calibre, armes légères, poudres. Le fusil d'assaut du fantassin français est désormais allemand. Les cartouches viennent d'Israël ou d'Autriche. L'unique fabricant français de machines à munitions a été vendu à un groupe émirati.

Mais les dépendances les plus dangereuses ne sont pas là. Elles sont dans l'invisible : le spatial, le numérique, l'intelligence artificielle. Les États-Unis concentrent 78 % des dépenses mondiales de spatial militaire ; l'Union européenne, 4 %. La France dépend entièrement de Washington pour l'alerte avancée — la détection de missiles balistiques ennemis. Ses armées tournent sous Microsoft depuis 2008. 85 % de ses achats informatiques vont à dix fournisseurs, tous étrangers. Et les GPU qui font fonctionner ses programmes d'intelligence artificielle sont fabriqués par Nvidia, quasi-monopole américain.

Le rapport pointe un signal d'alarme précis : en mars 2025, l'OTAN a choisi Palantir — entreprise américaine suspectée de surveillance généralisée — pour équiper l'ensemble de sa structure de commandement. Une fois ce système implanté, les solutions souveraines européennes seraient évincées. La décision de déclencher ou non une action militaire pourrait, demain, passer par un filtre américain.

La conclusion est limpide : la souveraineté ne se réduit pas à posséder le Rafale et le sous-marin nucléaire. Elle consiste à pouvoir apprécier une situation, prendre une décision et l'exécuter sans dépendre d'un partenaire qui peut couper le signal — comme Elon Musk l'a fait en Ukraine en 2023, stoppant net une offensive en désactivant Starlink au-dessus du champ de bataille.

Face à ce tableau, les rapporteurs formulent dix propositions :

- **Proposition 1** : Accroître de manière conséquente l'investissement public afin de relocaliser et de structurer la filière nationale des munitions de petit calibre.
- **Proposition 2** : Réaffirmer l'importance du développement de la constellation européenne souveraine IRIS² afin de mettre fin à la dépendance des armées françaises aux infrastructures spatiales détenues et opérées par des acteurs étrangers en dehors de la nécessité absolue de couvrir l'ensemble des outre-mer.
- **Proposition 3** : Intégrer une dimension souveraine dans la politique de maintien en condition opérationnelle afin que les MCO des équipements majeurs - à commencer par le porte-avions « *Charles de Gaulle* » et son successeur la « *France Libre* » - puissent être assurés de façon totalement souveraine.

- **Proposition 4** : Engager un effort structurel sur la filière des métaux critiques et terres rares, articulé autour de quatre axes complémentaires : diversification géographique des sources d'approvisionnement, développement de capacités nationales et européennes de raffinage, soutien aux filières de recyclage et investissement en recherche et développement pour l'émergence de technologies de substitution.
- **Proposition 5** : Instaurer une audition annuelle de l'Agence des participations de l'État devant la Commission de la défense nationale et des forces armées et devant la commission des finances, afin que l'APE rende compte de la stratégie et des résultats de ses investissements dans les entreprises relevant du secteur de la défense nationale.
- **Proposition 6** : L'actualisation de la loi de programmation militaire doit acter la nécessité d'une capacité intermédiaire en matière de char et prévoir, dès cette année, les premiers financements de son développement.
- **Proposition 7** : Investir de façon conséquente, durable et souveraine dans la recherche fondamentale, en particulier dans les domaines stratégiques liés à la défense.
- **Proposition 8 (François Cormier-Bouligeon)** : Créer un fonds souverain pour financer l'industrie de défense française, alimenté par la mobilisation de l'épargne française, afin de disposer d'un levier d'investissement massif, rapide et pérenne.
- **Proposition 9** : Peser au niveau européen pour que l'Union européenne engage des investissements structurants dans l'extraction et la transformation des minerais stratégiques, afin de réduire la dépendance des pays européens aux fournisseurs extérieurs sur les métaux critiques.
- **Proposition 10 (Aurélien Saintoul)** : Demander la transmission par le gouvernement d'un rapport annuel au Parlement sur les importations de matériels de guerre et de biens à double usage, détaillant leur nature, leur origine, leur évolution, ainsi que les dépendances critiques qu'elles révèlent.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)